

« À Gaza, un génocide est en cours », le cri d'alarme d'associations chrétiennes

Publié le 5 juin 2025 à 17h01
Journal La Croix

Des Palestiniens déplacés reviennent chercher leurs affaires dans leurs maisons dans la zone où l'armée israélienne a opéré dans le nord de la bande de Gaza, le mercredi 4 juin 2025. Jehad Alshrafi / AP



Alors que l'offensive israélienne à Gaza aurait causé la mort d'au moins 52 000 Palestiniens depuis le 7 octobre 2023, un collectif d'associations chrétiennes alerte sur le risque d'un génocide. Elles réclament un cessez-le-feu immédiat et la libération de tous les otages.

Près de six cents jours après le 7 octobre, et la guerre impitoyable menée dans la foulée par l'État d'Israël, la bande de Gaza s'enfonce dans l'abîme. L'offensive israélienne a déjà fait plus de 52 000 morts et détruit près de 80 % des infrastructures en place. Plus de 2 millions de personnes font face à un « *risque critique de famine* » selon l'OMS, à la suite du blocus total de l'aide humanitaire imposé par le gouvernement israélien depuis plus de deux mois. Gaza est devenue inhabitable. Les mots manquent pour décrire cette réalité, mais les faits, eux, sont clairs : un génocide est en cours.

La Cisjordanie n'est pas épargnée par la volonté affichée du gouvernement de Netanyahu de rendre impossible l'existence des Palestiniens. Depuis un an et demi, des opérations conjointes entre colons et armée israélienne ont poussé des dizaines de milliers de Palestiniens à fuir, et ont provoqué la mort d'au moins 900 d'entre eux, 7 000 blessés et plus de 40 000 déplacés de force.

L'ONU alerte désormais sur un risque de nettoyage ethnique en Cisjordanie. Les fondations d'une paix juste sont méthodiquement détruites. Dans le prolongement de l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) de juillet 2024, l'Assemblée générale des Nations unies a exigé, par son vote du 18 septembre 2024, la fin de l'occupation israélienne du territoire palestinien et le démantèlement des colonies avant le 18 septembre 2025.

L'histoire jugera notre silence

Face à ce désastre humain et moral, nous, chrétiennes, chrétiens et organisations issues de mouvements chrétiens, porteurs d'un message d'amour, de paix et de justice, ne pouvons rester muets. Tout comme nos dirigeants, qui ont le devoir de tout faire pour que le droit international s'impose, que le droit à l'autodétermination du peuple palestinien soit respecté, et qu'une paix durable soit accordée aux Palestiniens comme aux Israéliens.

Nous accueillons les paroles récentes du président Emmanuel Macron, qui a qualifié la situation à Gaza de « honte » et demandé la reprise « *immédiate* » de l'aide humanitaire. Mais les mots seuls ne suffisent plus. Le temps est à l'action. Le peuple palestinien vit la plus grande tragédie de son histoire, et le droit international doit être la boussole de ses droits légitimes.

Alors qu'elle coprésidera une conférence internationale pour une solution à deux États en juin prochain, la France doit se montrer à la hauteur de ses responsabilités. Elle ne peut parler d'État palestinien tout en regardant se dissoudre sous ses yeux le peuple censé l'habiter.

Nous lançons donc un appel solennel aux autorités françaises et européennes. Elles doivent exiger un cessez-le-feu immédiat et définitif, la fin du génocide et la libération de tous les otages. Œuvrer au déblocage complet de l'aide humanitaire à Gaza, sans conditions politiques. Exiger la mise en œuvre de la décision de l'Assemblée générale des Nations unies de 18 septembre 2024, sur la fin d'occupation israélienne. Décider de sanctions, en particulier la suspension de l'accord d'association UE-Israël, tant qu'Israël ne respecte pas le droit international, comme le permet l'article 2 de cet accord.

Parce qu'un jour, l'histoire jugera notre silence.

Signataires :

Virginie Amieux, présidente du CCFD-Terre solidaire
Camille Charrière et Foucauld Giuliani, membres du collectif Anastasis
Élisabeth Blanchard, secrétaire générale des Amis de Sabeel France
Marylin Pacouret, présidente de Chrétiens de la Méditerranée
Mathieu Busch, directeur de l'Action chrétienne en Orient
Yves Rolland, Président de l'Acat-France
Jean-Luc Bausson et Karin Flick, coprésidents de Chrétiens dans le monde rural
Karine Cornily et Denis Mazoyer, coprésidents de l'Action catholique ouvrière
Fanélie Carrey-Conte, secrétaire générale de La Cimade,
Benoit Halgand, porte-parole de Lutte & Contemplation
Frédéric-Marie Le Méhauté, ministre provincial des franciscains de France-Belgique
Michel Roy, secrétaire général de Justice et Paix
Caroline Ingrand-Hoffet, pasteure UEPAL à Kolbsheim
Jean-Sébastien Ingrand-Hoffet, pasteur UEPAL pour la justice climatique
Manuele Derolez, présidente de la DCC